

# NEWS



Date: le 15 mai 1985

No: 46



LES AUTORITES de la Pologne ont fait adopter, le 10 mai, un ensemble de textes comprenant des mesures exceptionnelles qui visent à étouffer toute forme d'opposition. Dans l'ensemble, les mesures permettront aux tribunaux et à la police de frapper plus fort, plus rapidement et plus discrètement les délinquants de droit commun ainsi que les "politiques", tout en limitant les droits à la défense de ces derniers. Le Sejm de 460 membres a adopté les mesures draconiennes sans débat. Certaines mesures sont dites "temporaires" et introduisent une période de trois ans de "responsabilité pénale exceptionnelle" à partir de juillet 1985. D'autres seront introduites en permanence dans le code pénal. Les changements entérinent une procédure dite "impérative" qui permet à un juge unique de condamner quelqu'un à une peine de "limitation de liberté" (c.à.d. au travail obligatoire, pas ou peu rémunéré) sur la base d'un simple rapport de police, en l'absence de l'accusé et de son avocat. D'autre part, la détention préventive est largement étendue, et même obligatoire pour certains prévenus; le sursis est désormais impossible en cas de récidive et des peines additionnelles comportant des interdictions professionnelles sont prévues pour certains délits, en particulier politiques.

Les nouveaux textes rendent toute forme d'opposition particulièrement dangereuse. Alors que, jusqu'à présent seule l'organisation de manifestations illégales et le refus de se disperser étaient punissables, la simple participation à une manifestation non officielle est désormais passible de deux ans de prison.

D'autre part, des délits tels que "participation à une réunion illégale dans un appartement privé" (introduit en permanence dans le code pénal) seront à présent passibles de peines accrues. En plus, les diverses amendes sont considérablement alourdies; le paiement de ces amendes par un tiers constituera donc un délit. Il s'agit ni plus ni moins d'empêcher les organisations clandestines de "Solidarnosc" et même les organisations caritatives comme les comités auprès du Primat d'aider les condamnés. Des sources proches de "Solidarnosc" et de l'Episcopat estiment que ces mesures auront pour effet d'augmenter de 30% le nombre de prisonniers politiques.

Empruntant le ton des discours staliniens, le Général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, a accusé les opposants (les militants clandestins de "Solidarnosc") d'être "des agents à la solde des centres de subversion occidentaux". Insistant sur l'affaiblissement de l'opposition qui est, selon lui, "limitée à 1,500 ennemis déclarés du socialisme" autour desquels gravitent "un nombre difficilement évaluable de sympathisants", le Général Kiszczak a ajouté que la Pologne comptait actuellement 148 prisonniers politiques alors que Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement polonais, en admettait plus de 200 la semaine précédente.

La promulgation des nouvelles mesures inaugure une nouvelle étape dans la politique de normalisation forcée du pays par les autorités de la République Populaire de Pologne - une politique qui vise à la suppression de toute dissidence et opposition. Ni les admonestations de l'Eglise, ni même les suggestions de certains groupes associés au pouvoir n'ont eu le moindre effet sur les gouvernants de la RPP.

\*\*\*\*\*

SELON LES JOURNALISTES OCCIDENTAUX, les contre-manifestations du 1er mai en Pologne ont rassemblé plus d'opposants qu'en 1984. D'après Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, ces manifestations organisées par "Solidarnosc" se sont déroulées dans 13 grandes villes: Varsovie, Cracovie, Nowa Huta, Gdansk, Gdynia, Szczecin, Wroclaw, Czestochowa, Poznan, Lodz, Elblag, Bydgoszcz et Radom. Suite aux manifestations des 1er et 3 mai, près de 600 personnes ont été arrêtées et 41 condamnées par des "collèges d'infraction" à des peines allant jusqu'à trois mois. Parmi ces inculpés, figurent Jacek Kuron et Seweryn Jaworski de Varsovie ainsi que Stanislaw Handzlik de Nowa Huta. Selon Urban, les prisons polonaises ren-

ferment plus de 200 prisonniers politiques. Le nombre de personnes détenues après un jugement des "collèges d'infraction" n'a pas été révélé. La plus grande manif s'est déroulée à Varsovie (selon Urban 2.000 manifestants, estimés à 10.000 par l'AFP et à 20.000 par les sources de "Solidarnosc"). Leur nombre était, selon Urban, moins élevé dans les autres villes (quelques centaines dans chaque centre urbain). A Gdansk, la milice interdit à la manifestation indépendante de se joindre au défilé officiel. Dans l'après-midi, une manifestation s'est rassemblée devant l'ancien siège régional de "Solidarnosc" à Gdansk-Wrzeszcz. La tentative par les ZOMO de disperser la foule s'est opposée à la résistance des

4°P. 12007

manifestants. Selon Urban, 61 Zomos et miliciens ont été blessés, dont 15 ont dû être hospitalisés. Le nombre de victimes parmi les manifestants n'a pas été diffusé. L'AFP rapporte qu'un manifestant a été renversé par une voiture de la milice et battu au sol par les ZOMOs. Urban a accusé l'Eglise d'avoir aidé à la formation des manifestations, il a affirmé qu'elles ont toutes débuté autour des églises, après les messes dont les sermons incitaient à manifester.

CZESLAW BIELINSKI (voir News n°45) a été arrêté le 13 avril à Varsovie. De nombreux membres des services de sécurité encerclaient déjà la quartier de la rue Glowacka la veille de son arrestation. Le matin du 13, deux policiers en uniforme et environ 20 policiers en civil ont arrêté Bielski vers 9h. Son visage était recouvert d'un linge maculé de sang. La police le frappait à coups de bâtons pendant qu'il criait son nom et son pseudonyme. Bielski qui est architecte, est un des plus célèbres collaborateurs de la presse clandestine; il écrivait sous le nom de plume de Maciej Poleski dans la publication clandestine intitulée "CDN" ("à suivre"). MARIA TWARDOWSKA nièce du père Jan Twardowski, un poète célèbre, a été détenue avec lui. Selon des agences de presse occidentales, Stanislaw Wilenski, porte-parole du service de presse du gouvernement, a déclaré le 23 avril que CLIVE LOERTSCHER, un enseignant suisse sympathisant de "Solidarnosc", arrêté le 13 avril, est poursuivi par le procureur militaire pour avoir aidé Czeslaw Bielski dans ses activités illégales.

LESZEK PAWLOWSKI, ANDRZEJ MAZUROWICZ et ZBIGNIEW KOZLOW sont passés en jugement le 22 mars à Bydgoszcz pour avoir poursuivi leurs activités au sein de "Solidarnosc". Avant le 13 décembre 1981, L. Pawlowski et Z. Kozlow étaient des militants d'entreprise tandis que A. Mazurowicz était membre du conseil régional exécutif de "Solidarnosc" à Bydgoszcz.

LE COMITE DES DROITS DE L'HOMME DE WROCLAW a publié une liste partielle de 101 émigrés forcés de quitter la région de Basse-Silésie en raisons des répressions politiques.

P. WROBLEWSKI, un ingénieur chimiste des Aciéries Lénine à Nowa Huta, a été forcé d'abandonner sa situation de cadre après plusieurs mois de pression de la direction. Wroblewski avait quitté le Parti Communiste après le 13 décembre 1981 et refusait de rejoindre les nouveaux syndicats officiels. Il a été rétrogradé de son poste de travail et dans l'échelle des salaires.

STANISLAW OBAL a été rétrogradé de sa situation d'ingénieur métallurgiste aux Aciéries Lénine pour avoir refusé de s'affilier aux néo-syndicats officiels.

DES MILITANTS de "Solidarnosc" de Czestochowa ont formé une Commission de Coordination Régionale de

NSZZ "Solidarnosc" (RKK) le 2 mars lors d'une réunion de représentants d'entreprises régionaux. La RKK est subordonnée à la Commission de Coordination Provisoire de NSZZ "Solidarnosc" et publie un bulletin intitulé 'Wytrwamy' (Nous endurerons).

LE DOCTEUR REGINA BARCZYK, neurologue, a été arrêtée le 13 mars à la clinique de la mine de "Makoszowy" de Zabrze où elle travaillait. Militante active de l'aide aux travailleurs réprimés et un des rares docteurs de la région à traiter gratuitement les drogués, le docteur Barczyk a été accusée de détourner des fonds publics en touchant illégalement 136.000 zl. de primes pour des prestations qu'elle n'aurait pas rendues à la mine. Le procureur a rejeté une procédure d'appel introduite en son nom par le centre municipal de Santé.

MAREK MICKIEWICZ, arrêté en septembre 1984, a été condamné à 2 ans de prison le 28 mars par le tribunal régional de Varsovie-Praga pour avoir "incité au désordre public en distribuant des tracts contenant des informations fallacieuses" et pour ne pas avoir soumis ces publications au service de la censure. Mickiewicz travaillait à l'usine Falenica près de Varsovie.

MIROSLAW ANDRZEJEWSKI, un étudiant de 22 ans de Siedlce (à l'est de Varsovie), a été condamné à 11 mois de prison le 1er avril pour avoir distribué plusieurs dizaines de tracts appelant à un boycott de la presse officielle. Stanislaw Karpik, un militant de Solidarnosc de Siedlce, a été arrêté dans la salle d'audience du tribunal dès la fin du procès.

BOGDAN CZERWINSKI, organisateur d'un syndicat de la police à Siedlce, est maintenu en détention préventive depuis plus de 18 mois. Il a été renvoyé des services de police en 1981 et a travaillé par après dans une usine de recyclage du papier. Il a été arrêté sous l'inculpation de détournement de fonds. En février 85, le Tribunal a rejeté les charges qui pesaient contre lui pour manque de preuve et a ordonné une nouvelle instruction mais a, d'autre part, refusé de relâcher Czerwinski.

KAZIMIERZ PIERZCHALA de Swidnik (sud-est de la Pologne, près de Lublin) a été arrêté le 20 mars. Il a été condamné pour la poursuite d'activités syndicales à 18 mois de prison pour lesquels il avait bénéficié d'un sursis lors d'un jugement précédent.

FRANCISZEK ZAWADA, un militant de "Solidarnosc" de Swidnik, a été relâché le 22 mars après 5 mois de détention préventive.

HENRYK GONTARZ, un militant de "Solidarnosc" de Swidnik, emprisonné le 28 février, a été transféré à l'infirmerie de la prison de Varsovie en raison d'une perte de la vue de l'ordre de 80% et de complications intestinales.

STANISLAW SAKWA, arrêté le 4 décembre 1984, est toujours en détention préventive à Lublin. Interné en 82, Sakwa a été libéré lors de l'amnistie de juillet 84 et ensuite fréquemment détenu pendant 48 heures.

WALERIAN KLINIEWICZ, un employé des services informatiques de Varsovie, a été arrêté le 23 mars.

LES TRAVAILLEUSES de l'usine Rosa Luxembourg de Varsovie ont poursuivi leur grève pendant le mois de mars (voir News n°44). Les actions ont été interrompues après la grève de 4h. du 26 mars quand 6 ouvrières ont été licenciées et un contremaître suspendu temporairement. Les repréailles ont été relativement mineures du fait que la direction et le gouvernement ont toujours refusé de reconnaître la réalité de la grève; le porte-parole du gouvernement Urban et le vice-premier ministre Rakowski ont à plusieurs reprises nié cette grève. La publication clandestine "CDN" écrit que les grèves, malgré qu'elles aient été inventées de toutes pièces par les agents de la CIA, ont conduit à la création de deux commissions chargées des négociations salariales et des normes de santé et de sécurité.

LE SUPERVISEUR DU CONTROLE DE LA QUALITE, Wieslaw Sulek a, lors d'une réunion des contremaîtres des Aciéries Lénine, incité son auditoire à rejoindre les nouveaux syndicats officiels et à recruter de nouveaux membres. Il a promis des augmentations de salaire pour les nouvelles recrues. Lors d'une autre réunion, à quelqu'un qui proposait d'accorder également une augmentation à Jan Ciesielski, Sulek a répondu: "Ne prononcez pas ce nom en ma présence. Ciesielski est un travailleur indiscipliné". Employé aux Aciéries Lénine depuis 1975, Ciesielski fut membre de la commission exécutive de "Solidarnosc" de son entreprise. Dans la clandestinité du 13 décembre 1981 au 1er mai 1983, il a été réengagé en août 83. Ciesielski est payé au salaire minimal (47 zl/h).

LES TRAVAILLEURS DE "SANIPED" (un service d'inspection sanitaire) à Varsovie ne peuvent bénéficier de places dans les sanatoriums médicaux qu'à condition d'être inscrits dans les nouveaux syndicats officiels.

LES EMISSIONS DE RADIO "SOLIDARNOSC" ont été clairement audibles le 20 mars à Varsovie ainsi que dans sa banlieue à Legionowo, Ursus, Milanówek et Zyrardow.

Pour le 3ème anniversaire de Radio "Solidarnosc" dont la 1ère émission remonte à Pâques 82, un programme spécial, présenté par Zbigniew Romaszewski qui avait déjà participé à cette 1ère, a été diffusé le 12 avril à Varsovie et dans les quartiers de Ochota et Bemowo ainsi que de Legionowo et de Wolonin.

Le 10 avril à 21h, des membres de la commission régionale exécutive de Solidarnosc-Mazowsze ont diffusé une émission de Radio "Solidarnosc" de 30 minutes retransmises par des hauts-parleurs devant la prison de Mokotow, rue Rakowiecka à Varsovie. Sept

cars de police et une équipe technique ont été incapables d'interrompre le programme clairement audible dans la prison. Les détenus ont acclamé l'exploit par des cris et des bravos.

A Pruszkow, Radio "Solidarnosc" a émis le 7 avril. L'émission avait été annoncée par la sur-impression du sigle de Solidarnosc sur les écrans de télévision.

LE CENTRE D'ETUDES D'OPINION PUBLIQUE DE VARSOVIE a sondé un échantillon représentatif des 7.242.000 ouvriers employés dans les entreprises d'Etat en 1984. Les questions portant sur les différents aspects de leurs conditions de vie et de travail ont révélé que le revenu de 54% des familles s'élève entre 5.000 et 7.000 zlotys par personne et par mois, entre 7.000 et 9.000 zl. pour 22% des familles et entre 9.000 et 15.000 zl. pour 21% des familles. Un peu plus de 3% des familles bénéficient d'un revenu individuel mensuel de plus 15.000 zl. Trois-quarts des ouvriers sondés se déclarent catholiques, 20% se définissent comme croyants mais non-pratiquants. 57% affirment n'appartenir à aucune organisation sociale ou politique; 25% sont membres des nouveaux syndicats officiels et environ 13% disent être membres du Parti Ouvrier Unifié Polonais.

TROIS PUBLICATIONS CLANDESTINES, "Hutnik" des Aciéries Lénine, "Mala Polska" de Cracovie et "Solidarnosc Walczaca" ont fêté en mars la sortie de leur 100ème numéro.

EN DEPIT de près de 800.000 instructions de sécurité diffusées annuellement par le service d'Etat de l'inspection du travail, les accidents du travail en Pologne sont en augmentation. Leur nombre s'élève en 83 à 240.000 dont 1.280 mortels. L'inspection du travail reconnaît tacitement que le nombre actuel est bien plus élevé. Suivant des sources indépendantes, le nombre total des accidents de travail survenus pendant la période allant de 1972 à 1981 s'est élevé de 29% par rapport à la décennie antérieure; les accidents mortels se sont élevés de 14% et les accidents entraînant des invalidités prolongées ont augmentés de 45%. Les chiffres de 1983 indiquent par rapport à 1981 une croissance de 18% de tous les accidents et de 6% pour les cas mortels. Les maladies professionnelles frappent entre 8.500 et 10.000 travailleurs chaque année. Selon la revue officielle "Prawo i Zycie", 5.400.000 des 7.600.000 travailleurs employés dans l'économie d'Etat travaillent dans des conditions nuisibles à leur santé et 2.200.000 travaillent dans des conditions qui ne rencontrent pas les règles sanitaires minimales. L'inspection de l'hygiène et l'inspection de la sécurité confirment ce dernier chiffre mais l'Office central des statistiques le conteste en citant 1.500.000 travailleurs seulement. La divergence s'explique peut-être par le fait que les travailleurs taisent des cas d'accidents en raison des sanctions qui pourraient les frapper pour les avoir signalés. En plus des mau-

vaises conditions de travail, l'obsolescence des équipements des entreprises ajoutent au risque d'accidents. Tandis que l'Office central des statistiques met en cause la responsabilité des travailleurs dans 65,6% des cas d'accidents de travail, l'Institut central de la protection du travail affirme que 82% des accidents résultent d'un "manque de coordination entre le travailleur et la direction" et des mauvaises conditions de travail.

L'AFL-CIO, dans un communiqué sur le 1er mai en Pologne, a souligné l'incapacité du général Jaruzelski à résoudre les problèmes des travailleurs et à combattre le chaos économique; "le régime n'offre aucun espoir pour l'avenir", déclare l'AFL-CIO. L'espoir réside dans NSZZ "Solidarnosc" et non dans les pseudo-syndicats imposés par le gouvernement. Qualifiant les événements de Gdansk de 1980 de processus irréversible, l'AFL-CIO réaffirme son appui soutenu aux travailleurs polonais et à leur syndicat légitime. Elle condamne les procès qui s'annoncent des leaders de "Solidarnosc" Wladyslaw Frasnyniuk, Bogdan Lis et Adam Michnik comme une atteinte aux droits de l'homme.

LIONEL JOSPIN, 1er secrétaire du Parti Socialiste français, a reçu le 2 mars au siège de son parti à Paris une délégation de "Solidarnosc" conduite par Jerzy Milewski, directeur du Bureau de Coordination à l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc". L.Jospin a exprimé son inquiétude quant à l'annonce des procès imminents des leaders de "Solidarnosc" Bogdan Lis et Wladyslaw Frasnyniuk et de l'ancien membre-fondateur du KOR Adam Michnik. Le 1er secrétaire du PS français a dénoncé

le licenciement de Bronislaw Geremek, conseiller de "Solidarnosc". Il a répété la foi du PS français dans les Accords de Gdansk (impliquant les libertés syndicales) et la nécessité d'un retour au dialogue tel qu'il avait prévalu entre le 30 août 80 et le 13 décembre 81. L. Jospin a assuré la délégation de "Solidarnosc" de l'appui du Parti Socialiste français et de sa volonté de diffuser les informations sur le mouvement social en Pologne.

DES PARLEMENTAIRES représentant tous les grands partis politiques britanniques, Sir Bernard Braine du Parti Conservateur, John Cartwright de l'Alliance Libérale SDP et Gilles Radice du Labour Party ont pris la parole à un rassemblement qui s'est tenu le 13 mai devant l'ambassade polonaise à Londres. Les orateurs ont demandé la libération inconditionnelle des 150 prisonniers politiques détenus par les autorités polonaises. Cette manifestation marquait le terme de la grève de la faim qui avait débuté devant l'ambassade le 6 mai. La grève de la faim est l'une des actions organisées simultanément dans différentes villes européennes et des Etats-Unis à l'instigation du mouvement "Solidarity with Solidarity" à Londres pour attirer l'attention sur l'accélération de la campagne de répression politique en Pologne.

SOURCES: CDN no. 110; Hutnik no. 4/99, 6/101; Informator Bydgoski no. 76; Le Monde du 13.05.85; Rzeczpospolita du 4-5.05.85; RFE Research vol. 70 no. 10; "Solidarnosc" Dolnego Slaska no. 2/5; "Solidarnosc" Poznan no. 3; Tygodnik Mazowsze no. 124, 125; Uncensored Poland News Bulletin no. 9/85; Wola no. 14, 15.

\*\*\*\*\*

LE PROCES de Bogdan Lis, Wladyslaw Frasnyniuk et Adam Michnik aura lieu jeudi le 16 mai 1985 (voir News no°45). On a annoncé la date du procès et la prévision de sa durée de 4 jours le lundi soir 13 mai. Nous rappelons que les trois militants sont accusés d'avoir troubler l'ordre social et la paix publique et d'avoir participer à des organisations clandestines illégales. Ils sont passibles de peines de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans et peuvent être en plus, accusés de délits similaires à ceux pour lesquels ils avaient bénéficiés de l'amnistie conditionnelle du 22 juillet 1984. Le Bureau de Coordination à l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc" rappelle que les trois militants sont les symboles d'une lutte qui persiste sans relâche depuis l'imposition de l'état de guerre et la délégalisation de notre syndicat.